

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

LOGEMENT SOCIAL : UN BUDGET QUI AGGRAVE LA CRISE



Carole Lafon

En nommant début septembre Sébastien Lecornu, le gouvernement a confirmé sa volonté de poursuivre une politique budgétaire qui tourne le dos aux attentes exprimées lors des législatives de juillet 2024. Les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale continuent d'épargner les plus aisés tout en pesant sur les ménages les plus modestes : rejet de la taxe Zucman, année blanche pour les revenus (salaires, retraites, allocations...), et maintien de la réforme des retraites.

Le logement social n'est pas épargné. Le gel des APL, l'augmentation de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS) et la suppression des aides de l'État à la rénovation fragilisent les bailleurs sociaux. Alors que la crise du logement atteint un niveau inédit, ces choix risquent d'en amplifier les effets.

Face à une demande en forte hausse, la baisse des soutiens publics contraint les collectivités et bailleurs à compenser les désengagements de l'État.

Pendant ce temps, les communes qui remplissent leurs obligations en matière de mixité sociale sont régulièrement stigmatisées. L'ancien ministre du logement Guillaume Kasbarian, auteur de la loi « anti-squat », estimait récemment qu'il y a « trop » de logements sociaux, tout en se félicitant du nombre record d'expulsions en 2024 (+ 29 %). Une orientation préoccupante, alors que de plus en plus de familles peinent à se loger dignement.

Le groupe Front de gauche gennevillois vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.

GRUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

LA DROITE FRANCILIENNE SE MOQUE DES DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



Maria-Blanca Fernandez

La situation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) est particulièrement alarmante depuis plusieurs années avec un fort impact sur la prise en charge des personnes en situation de handicap, leur vie de famille et a pour conséquence des freins importants à l'inclusion et à l'autonomie.

Les conséquences de l'attaque informatique subie par le département en début d'année ont encore aggravé cette situation dont nous voyons chaque jour les conséquences auprès des demandeurs-ses. Sans renfort et sans un réel plan d'intervention, cette situation va encore perdurer et provoquer encore plus de retard dans les prises en charges, le versement des aides. Ces aides pour adapter son logement, bénéficier d'une aide auditive, acquérir un fauteuil roulant ou encore un véhicule adapté, sont indispensables pour vivre dignement.

S'ajoute à cette situation déjà préoccupante, la décision récente de la région Ile-de-France de revenir sur la mise en place d'une aide aux MDPH par le biais d'une participation financière au fonds de compensation des huit MDPH d'Ile-de-France. Ce fonds voté en 2014 par la majorité de gauche et écologistes permettait d'aider les personnes en situation de handicap, en compensant les frais restant à leur charge après déduction de la prestation de compensation du handicap (PCH).

Nous appelons la droite départementale et régionale à revenir sur ces décisions funestes et à mettre en place des mesures concrètes pour accompagner les personnes en situation de handicap et leurs familles.

LES ÉCOLOGISTES

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS



Lætitia Ghirardi

En raison de la période électorale, la tribune de notre groupe politique « Les Gennevillois » ne paraîtra pas jusqu'aux prochaines élections municipales du 15 mars 2026.

Nous vous remercions pour votre compréhension, et vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année.

LES RÉPUBLICAINS

LA CHASSE FISCALE EST OUVERTE



Philippe Hallais

La France possède un système très performant, à savoir : le fisc, du latin *fiscus* (panier pour recevoir l'argent). Son efficacité tient notamment au fait de l'application d'une certaine forme de retenue à la source. Les politiques de tout bord en conséquence ne se préoccupent pas du consentement à l'impôt des citoyens. Ils les ponctionnent en oubliant la courbe de Laffer, qui montre qu'à partir d'un certain niveau d'imposition les recettes fiscales se réduisent. La situation devient dangereuse pour la stabilité du pays. En effet, les particuliers, comme les entreprises, se considèrent comme moins responsables (sans parler de possibles fraudes ou d'exil fiscal) et se représentent l'impôt d'abord comme une contrainte sans vision pour l'avenir.

Pendant ce temps, le spectacle du « concours Lépine » des impôts et des taxes bat son plein dans le monde politique, bien que l'on puisse recenser actuellement 483 taxes, impôts, cotisations diverses. Nos politiques ont beaucoup d'imagination pour augmenter le poste « Recettes », mais beaucoup moins pour réduire le poste « Dépenses ». Si certaines mesures de réductions ne pourraient s'appliquer qu'à long terme, certaines dépenses peuvent être analysées et réalisées sans retard. À titre d'exemple, les organisations et dispositions suivantes pourraient être supprimées ou largement réduites : l'aide publique au développement (15 milliards d'euros, dont paiement pour l'Algérie, pour la Chine, pour un grand nombre de pays africains...), les agences d'État inutiles (environ 12 milliards pour Ademe, CESE, Arcorm, OFB, Haut-commissariat au plan...), les associations politisées, souvent immigrationnistes, subventionnées et gavées d'argent public. De plus, comme le demande un moratoire voté au Parlement, les distributions de subventions pour les énergies dites renouvelables doivent être interrompues. Ces mesures sont simples à appliquer et montreraient aux citoyens que l'on ne fait pas appel systématiquement à l'impôt pour tout résoudre.

Et résoudre la question d'un budget responsable demande du courage et de la volonté.

LES CONTRIBUTIONS  
PUBLIÉES  
DANS CES PAGES  
N'ENGAGENT  
PAS LA RÉDACTION  
DE GENNEVILLIERS  
MAGAZINE